

Dans le cadre de la journée internationale d'opposition aux OGM et de soutien aux actions en faveur des semences et des pratiques de l'agriculture paysanne, la FIMARC tient à rappeler le danger que constitue l'utilisation des OGM qui contaminent les plantes traditionnelles, sans aucune maîtrise des conséquences, qui sont aussi une cause importante de réduction du potentiel de biodiversité génétique et qui mènent à la perte d'autonomie de nombre de petits paysans.

Par ailleurs, elle insiste sur la nécessité de consacrer les moyens nécessaires à la recherche en agriculture pour améliorer les sols et les pratiques culturales, pour sauvegarder les semences traditionnelles adaptées aux sols et climats des différentes régions, pour promouvoir une agriculture familiale basée sur la qualité des produits et sur la nécessité de véritables réformes agraires dans de nombreux pays, garantissant à chacun l'accès à la terre.

Nous invitons tous nos lecteurs, membres et sympathisants à relayer cette position et à prendre connaissance du Communiqué de presse de la **CPE** que nous supportons pleinement.

Assesse, le 03 avril 2006

COMMUNIQUE DE PRESSE DE LA CPE
« Coordination Paysanne Européenne »
rue Sablonnière 18 – 1000 BRUXELLES

TEL : +32-2-217 31 12
FAX : +32-2-218 45 09

www.cpefarmers.org
cpe@cpefarmers.org

OGM: La co-existence est impossible.

**Les paysans et consommateurs européens ne veulent pas d'OGM.
Avec les OGM, la contamination génétique serait inévitable et
irréversible.
L'Union Européenne doit les interdire.**

La très grande majorité des paysans européens, les premiers concernés, ne veut pas d'OGM dans les champs ni dans les mangeoires. Les enquêtes d'opinion montrent que les consommateurs européens ne veulent pas d'une alimentation OGM.

Aucune législation ne pourra empêcher la contamination progressive des cultures, de l'environnement, des semences par les processus naturels et les échanges commerciaux. Pollinisation, transport par le vent, par les bactéries du sol, par les insectes, les oiseaux et autres animaux, sont autant de vecteurs possibles pour les gènes. Silos, cargos, usines agro-alimentaires sont autant de lieux où les aliments sans OGM peuvent être contaminés. La co-existence entre l'agriculture sans OGM et une agriculture avec OGM est impossible. La contamination génétique serait

certaine et IRREVERSIBLE. D'ailleurs aucune compagnie d'assurance n'accepte de couvrir les risques liés à cette contamination.

L'Union Européenne trompe l'opinion publique en lui faisant croire que les législations de co-existence, laissées au soin de ses Etats Membres, vont laisser le « libre choix » à l'agriculteur et au consommateur. En réalité, la liberté de cultiver sans OGM et de consommer des produits sans OGM serait de bien courte durée. Organiser la co-existence revient à imposer les OGM contre l'avis de la population, car on ne pourra revenir en arrière.

La co-existence est aussi impossible entre régions

Le refus de nombreux Parlements régionaux de l'UE vis-à-vis des OGM est un acte de résistance que nous saluons et soutenons. Cependant il est illusoire de croire qu'à terme pourraient subsister des régions sans OGM avec des régions avec OGM. Si la co-existence est impossible, elle le sera aussi entre régions. Nous demandons donc à toutes les instances régionales opposées aux OGM de se battre pour une interdiction générale des OGM en Europe puis au niveau international et pas seulement au niveau de leur région. C'est indispensable si nous voulons garantir à nos enfants une agriculture et une alimentation sans OGM.

L'Europe, un lieu clé pour stopper les OGM au niveau international.

L'Union Européenne ne peut se laisser dicter par l'OMC ses modes de production agricole et la nature de son alimentation. C'est une question de souveraineté alimentaire. Les conventions internationales actuelles en matière de bio-sécurité (protocole de Carthagène) donnent la possibilité à l'UE de rester sans OGM. Résister en Europe et y gagner définitivement contre les OGM est fondamental pour soutenir la lutte des paysans du Sud déjà victimes des OGM.

La CPE exige un moratoire sur toute culture, toute importation, et toute commercialisation d'OGM agricole, ainsi que de toute semence contaminée (au-delà du seuil de détection).

La CPE appelle donc les citoyens européens à participer :

le 5 avril à Vienne à la marche pour une Europe sans OGM et le 8 avril dans leur pays à la journée internationale d'action contre les OGM.

Bruxelles, le 3 avril 2006